

DIX PAS
DANS LE NOUVEAU SIÈCLE

Du même auteur

Danse avec le siècle
Seuil, 1997 et 2007

Ô ma mémoire
La poésie ma nécessité
Seuil, 2006
et « *Points Poésie* », 2011

Indignez-vous !
Editions Indigènes, 2010

Citoyens sans frontières
Conversations avec Jean-Michel Helvig
Pluriel, 2011

STÉPHANE HESSEL

DIX PAS DANS LE NOUVEAU SIÈCLE

AVEC LA COLLABORATION DE :

*Christian Comeliau, Gustave Massiah,
Jean-Louis Viélaïus, Anne-Françoise Taisne,
Sylvie Brunel, Yannick Jadot, Marc Lévy,
Jean-Marie Fardeau, Bernard Dumont,
Jean-Michel Severino*

ÉDITIONS DU SEUIL
57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

ISBN 978-2-02-143729-4

© ÉDITIONS DU SEUIL, FÉVRIER 2002

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

*à Manou et Olivier
en souvenir de leur mère
Yvette Pierpaoli
féconde en solidarités*

Introduction

Je ne suis pas un écrivain. Pourquoi alors reprendre la plume ?

J'ai eu vingt-sept ans en 1945. Survivant presque miraculé à une condamnation à mort, une évasion manquée, un séjour dans un camp où la majorité de mes camarades ont péri, j'ai voulu m'engager dans la carrière diplomatique en quête de paix entre les peuples et de promotion des droits de l'homme.

Cinquante ans plus tard, j'ai raconté mes souvenirs d'un siècle qui allait toucher à son terme, de même que je pensais toucher à la fin de ma vie.

Les combats dans lesquels je m'étais engagé et dont j'ai rendu compte sans modestie avaient été perdus. J'avais adhéré au Parti socialiste l'année où il venait d'abandonner la présidence de la République. Avec l'élection de Jacques Chirac, il entra dans ce qui s'annonçait comme une longue purge d'opposition. Nos efforts pour venir en appui aux revendications légitimes des « sans-papiers » avaient échoué face à l'obstination de Jean-Louis Debré. La politique de coopération de la France avec ses partenaires du Sud restait enlisée dans ses vieilles ornières. Pas de quoi être fier.

Il fallait cette confiance profondément enracinée dans la capacité de mes semblables à résoudre leurs problèmes pour maintenir ma bonne humeur.

Et voilà que cinq ans plus tard je suis toujours là. Un siècle

vient de commencer. L'incroyable dissolution de 1997 a ramené mon parti aux responsabilités gouvernementales. Lionel Jospin n'a pas tardé à renouveler profondément cette politique à l'égard de l'immigration qui me scandalisait. La loi Reseda et la circulaire Chevènement, sans régler tous les problèmes, nous ouvrent de nouveaux modes d'intervention, qui ont déjà bien servi. Sur les 304 Africains dont nous avons plaidé la cause, 290 ont été « régularisés », et leur porte-parole est devenu millionnaire.

Mais surtout j'ai pu – nouvelle chance exceptionnelle – prendre part à l'ensemble des réflexions engagées par l'instance dont j'avais, dix ans plus tôt, recommandé la création à Michel Rocard, et que Lionel Jospin mettait en place en novembre 1999 : le Haut Conseil de la coopération internationale.

Me voici au contact d'hommes et de femmes partageant ma conviction qu'il existe des réponses aux défis que pose l'inégalité des conditions de vie entre les peuples, fondées sur de nouvelles formes de solidarité active ; que la France a un rôle à jouer ; que l'Europe demain unie peut et doit être mobilisée pour choisir et promouvoir celle des deux mondialisations qu'Edgar Morin, dans un article de *Libération* du 5 février 2001, décrit comme l'alternative ébauchée à Porto Alegre.

À la question : « Comment qualifier les deux mondialisations ? », Edgar Morin répond : « D'un côté, une mondialisation techno-économique, installée, institutionnalisée, bien organisée, animée par une pensée plus ou moins homogène dite unique ; de l'autre, une mondialisation qui hérite de courants très divers, mais non encore organisée, et qui va se heurter justement à des difficultés d'organisation. La première est entrée en crise. Elle a ses modérés, elle recherche des formules de régulation, elle essaie d'introduire en elle, du moins en paroles, des valeurs humanistes (lutte contre la pauvreté). La seconde est à l'état bouillonnant et elle doit faire le lien entre

INTRODUCTION

les grands courants humanistes et sociaux du passé et les problèmes nouveaux du XXI^e siècle. »

Ce lien, je n'ai pas résisté à la tentation d'explorer les voies qui permettraient de l'établir. Au contact de ces amis nouveaux, tellement plus jeunes que moi, ayant des décennies de réflexion et d'action devant eux, j'ai voulu tracer les pistes, jamais définitives, toujours réaménageables, par lesquelles l'internationale citoyenne en gestation donnera à ce siècle un visage plus humain. Car de la jeunesse de ce siècle j'ai le privilège d'être encore témoin.

Or, dès avant la fin de sa première année, le siècle a fait surgir les nouvelles menaces qui en marqueront sans aucun doute l'évolution.

Tandis que je relatais les rencontres significatives pour moi des six premiers mois, tandis que mes amis, avec une générosité à laquelle je rends hommage, répondaient chacun aux questions que nous nous posions, l'Histoire allait prendre une accélération dramatique : New York, la ville où a commencé ma vie professionnelle, brutalement meurtrie, l'Afghanistan soumis à une forme inédite d'interventions militaires et humanitaires, les réseaux secrets, diffus, incontrôlables du terrorisme lançant partout leurs menaces, l'économie mondiale soudain fragilisée, l'avenir nous posait à tous des défis nouveaux.

Nouveaux ? Sans doute dans la forme, pas dans le fond. Je n'ai donc pas voulu modifier le schéma de ce livre. Ni aller au-delà du 30 juin 2001 pour le récit de mes rencontres, ni demander à mes camarades de revoir leurs réponses. Car les questions n'ont rien perdu de leur pertinence.

Il me semble même qu'il existe une nouvelle urgence à leur apporter les réponses courageuses qu'elles méritent.

15 octobre 2001

I

Six mois de rencontres

J'ai mis en chantier ce livre au moment même où le xx^e siècle s'achevait. J'ai consacré les six mois suivants à remettre à plus tard la réflexion sur cette aide française au développement dont j'ai promis à Jean-Louis Viélaïus de faire, avec lui, l'analyse critique, pour suggérer à nos dirigeants de demain des orientations innovantes.

Ce militant, devenu un vrai « pro » de l'action de terrain, est délégué général du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), que je préside, à titre transitoire depuis 1998, à la suite de la démission de Jacques Pelletier. Viélaïus avait lu mon livre de souvenirs. Il avait décidé que je devais en écrire un autre et qu'il m'aiderait à trouver des interlocuteurs. Cette mission, je l'assume.

Tout au long de ces six mois, pendant que j'y réfléchissais, j'ai noté mes rencontres. Certaines se référaient directement à mon propos. D'autres lui étaient apparemment étrangères. Mais en les « mettant dans » mon livre, je me sentais comme le narrateur de l'inoubliable *Sotie* d'André Gide, lorsqu'un interlocuteur lui dit : « Vous devriez mettre cela dans *Paludes*. »

L'aide au développement est un sujet qui ne se laisse pas enfermer dans un livre. Les nombreux rapports où elle figure n'en rendent compte qu'à partir de postulats contestables. Je ne veux pas écrire un nouveau rapport fondé sur les mêmes postulats. J'espère me laisser guider par des rencontres et des

dialogues avec ceux qui pratiquent cette aide animés de plus ou moins de raison et de passion, mais aussi par le hasard d'autres rencontres qui ont émaillé ma vie au long de cette première partie de l'année. Peut-être mettrons-nous ainsi en question les postulats eux-mêmes de l'aide au développement et proposerons-nous à ceux qui l'intégreront dans une politique française des cheminements aussi radicalement neufs que possible.

31 DÉCEMBRE 2000

Une Saint-Sylvestre dans le souvenir de la « femme aux mille enfants »

Nous sommes à Trouville, Christiane et moi, avec un dessinateur de talent, Pascal Lemaître, et sa femme Manou, la fille d'Yvette Pierpaoli. La figure d'Yvette, qui a été si proche de nous, jusqu'à ce que sa fulgurante vitalité se brise net dans un ravin entre Tirana et Pristina en 1998, est lumineusement présente. Son livre, *Femme aux mille enfants*¹, est le récit d'une destinée admirable vouée à la solidarité spontanée avec les enfants de la rue aux quatre coins du monde, racontée avec une totale franchise et un humour joyeux. Nous avons profité, pendant les dernières années du siècle, du charme de sa généreuse présence, dans une belle vieille maison à trois kilomètres de la nôtre, dans la région d'Uzès. Elle y partageait avec nous son inlassable quête d'actions à mener au plus près des plus vulnérables.

Elle maîtrisait complètement les instruments de la modernité. Son site Internet la mettait en contact instantané avec ses nombreux interlocuteurs de New York ou de Bangkok, de Bruxelles ou de Bamako. L'organisation qui assurait le finan-

1. Yvette Pierpaoli, *Femme aux mille enfants : du Cambodge à la Bolivie, un combat pour faire naître l'espoir*, Paris, R. Laffont, 1992.

cement de ses missions, dont l'imbrication spatiale et temporelle nous donnait le vertige, s'appelait Refugees International et avait son siège à Washington.

Passer la nuit de la Saint-Sylvestre en partageant le souvenir de cette amie avec sa fille, danseuse dans le ballet le plus américain et le plus audacieux, celui de Barychnikov, c'était donner au nouveau siècle une mission : celle de comprendre et de poursuivre le formidable investissement humain dont elle était messagère.

Nous venons de recevoir le dernier roman de John Le Carré, non encore traduit en français, *The Constant Gardner*, qui lui est dédié en ces termes : « *For Yvette Pierpaoli, who lived and died, giving a damn.* » Nous nous demandions comment le traducteur rendrait l'impact vigoureux de ces trois mots¹. Pour moi, ils touchaient juste : le slogan du cynisme et de l'indifférence, mes ennemis intimes et ceux d'Yvette, c'est bien « *I don't give a damn* », mal traduit par « Je m'en fous ». La formule de John Le Carré, dans sa brièveté britannique, situait parfaitement son attitude, à l'affût de toutes les injustices, prête à toutes les indignations, disponible pour chaque entreprise solidaire. Comme elle nous manque !

Il nous reste le livre de John Le Carré. Subtile mais violente mise en accusation des grandes firmes chimiques et pharmaceutiques mondiales, dont les ravages à l'égard des populations africaines doivent être contrés. Par qui et comment, c'est ce qui nous reste à trouver.

1. Cet ouvrage a été publié depuis (*La Constance du jardinier*, Éd. du Seuil, octobre 2001), et les traductrices ont rendu cette dédicace par : « qui vécut et mourut sans jamais renoncer ».

2, 3, 4 JANVIER 2001

Agrisud, une nouvelle approche de l'aide au développement

Je suis dans le domaine de Frontenac, près de Libourne, une des régions vinicoles les plus nobles et les plus lumineuses de France, à l'invitation de Jacques Baratier, président d'Agrisud, qui y a son siège. Il est membre comme moi du Haut Conseil de la coopération internationale. Il en est l'un des plus éloquents et des plus véhéments. Son association est aussi membre du Comité français pour la solidarité internationale, que je préside depuis un an. Il a fait une carrière d'entrepreneur. Arrivé au sommet de cette carrière, il a choisi de se consacrer à l'aide aux petits entrepreneurs potentiels d'Afrique et d'Asie. Cet octogénaire vibrant m'a conquis par son intensité. J'ai senti qu'elle avait une de ses sources dans la façon miraculeuse dont il a échappé à la mort. Pris par les SS dans la dernière phase de la guerre, dans un groupe conduit à l'exécution, il se trouve face à celui qui devait relever son identité avant de l'envoyer au peloton. « Baratier », dit le préposé. À côté de lui, un autre SS fait un signe : « Laisse-le-moi, je m'en occupe », et il l'entraîne dans la pièce voisine. « Baratier, tu es d'où ? » D'un interrogatoire bref mais méticuleux, il ressort que cet Allemand avait fait son apprentissage professionnel et humain en France auprès du père de Jacques, et lui en avait une reconnaissance infinie. « Tu vas te sauver par cette porte. Je te laisse dix minutes avant de donner l'alerte. »

Cette histoire fait de lui un frère. Quarante ans plus tard, il met sur pied une association qui œuvre au développement des populations rurales d'Afrique par la création de très petites entreprises de maraîchage, d'élevage, de cultures vivrières, d'artisanat, génératrices de revenus modestes et d'accès aux marchés urbains voisins ; association qui m'apparaît comme

l'exemple même des formes à donner par la France à sa nouvelle politique de coopération.

Je m'initie aux méthodes que Jacques Baratier a mises au point patiemment, avec l'incalculable appui de sa femme, une grande professionnelle de la gestion, qu'il vient de perdre lorsque nous nous rencontrons. Il cherche des associés. Peut-être un successeur. Il va le trouver quelques semaines plus tard en la personne de Robert Lion, l'ancien PDG de la Caisse des dépôts et consignations, l'ancien directeur de cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy, l'ancien du Club Jean-Moulin, l'un des amis pour qui j'ai la plus profonde estime, membre lui aussi du Haut Conseil.

Il n'y a pas là qu'un hasard. Beaucoup d'entre nous, qui avons consacré notre énergie à disserter sur les politiques ou à gérer des institutions prestigieuses, éprouvons à intervalles réguliers l'impérieux besoin d'aller sur le terrain. Et quel terrain !

Déjà Agrisud a suscité et encadré, d'abord au Congo-Brazzaville, puis au Gabon, puis au Cambodge, puis en Angola, plus de dix mille petites exploitations paysannes, procurant plus de cinquante mille emplois. Ce qui veut dire qu'à partir d'un démarrage prudent en 1986, et une extension de plus en plus rapide entre 1998 et 2000, une petite équipe d'agronomes français attentifs à la situation sociale et économique des populations rurales défavorisées sur le pourtour des agglomérations urbaines du Sud a su répondre à leurs difficultés d'insertion dans l'économie solidaire et en multiplier les expériences.

Pour Robert Lion, le contact avec cette équipe, un premier voyage en Afrique, un deuxième au Cambodge, vont être décisifs. Le recueil à Frontenac des données accumulées, classées, analysées par les instruments les plus modernes de l'informatique, de chacune des expériences faites sur le terrain, constitue déjà un outil irremplaçable pour l'extension possible, sou-

haitable, de cette forme d'aide au développement dans dix, vingt, trente autres pays.

9 JANVIER 2001

Le Haut Conseil de la coopération internationale

Réunion, dans les locaux exigus mais chaleureux du 3, avenue de Lowendal, siège du Haut Conseil de la coopération internationale. J'y retrouve notre président, Jean-Louis Bianco, député, ancien ministre, longtemps proche de François Mitterrand, mais surtout convaincu, j'en suis conscient dès nos premières rencontres, du rôle que cette instance encore adolescente peut jouer pour sortir la politique française de coopération des ornières où elle est encore prise. La confiance qu'il me témoigne me touche.

Nous constatons avec une certaine amertume que le ministre des Affaires étrangères, que Bianco considère comme un ami, n'a pas encore trouvé le temps de débattre avec nous. Pourquoi cette instance nouvelle, dont j'avais salué la création en 1999, n'a-t-elle pas conquis la crédibilité qu'elle mérite ?

C'est sa composition, pourtant judicieuse, qui suscite les réserves du ministère des Affaires étrangères et de plusieurs parlementaires. Car elle réunit en grand nombre des militants du développement et des droits de l'homme, impatientes de voir notre pays s'engager plus courageusement au service des causes qui leur sont chères.

Bianco m'avait confié dès le départ la responsabilité de l'une des commissions du Conseil, qui devait tenter de clarifier d'abord les objectifs que se proposerait une politique française de coopération au développement adaptée aux enjeux du nouveau siècle. J'y côtoyais des camarades beaucoup plus jeunes et beaucoup plus compétents. Ensemble, nous avons défini trois objectifs qu'il s'agissait d'atteindre dans nos rela-

tions avec nos partenaires : la lutte contre les inégalités, la promotion de l'État de droit et la protection des droits de l'homme, le respect de l'environnement par des politiques de développement viables à long terme.

Les premiers avis que le Haut Conseil avait fait parvenir au Premier ministre étaient restés sans grand écho. L'année 2000 s'était écoulée sans que le courant passe entre nous et la lourde structure quelque peu disparate mise en place par la réforme du ministère des Affaires étrangères et l'absorption du ministère de la Coopération. Le mandat de la Direction générale de la coopération internationale et du développement couvre des domaines qu'il sera difficile de combiner. Il y faudra beaucoup d'habileté de la part de Bruno Delaye, le nouveau directeur général, en qui je retrouve un jeune et sympathique collègue de l'entourage de Michel Rocard.

La présidence exercée par la France au sein de l'Union européenne, du 1^{er} juillet 2000 au 1^{er} janvier 2001, n'avait pas fait bouger suffisamment à notre gré la politique européenne d'aide au développement, et le Budget français de 2001 n'avait pas donné le coup de reins que nous appelions de nos vœux à notre Aide publique au développement, en baisse depuis plusieurs années.

Je connaissais assez l'inévitable lenteur avec laquelle, dans l'administration de mon pays, les impulsions nouvelles font leur chemin, pour n'en être pas surpris. Me chagrinait davantage le fait que l'incalculable apport des acteurs de la société civile, l'expérience des plus performantes de nos organisations de solidarité internationale, celles qui répondent aux initiales fourre-tout d'ONG (organisations non gouvernementales), de nos collectivités territoriales, nos coopératives de crédit, nos syndicats, nos centres de recherche ne soient pas mieux connus, compris et valorisés.

Le pourcentage dérisoire de notre Aide publique qui transite par ces canaux souligne cruellement le jacobinisme français,

pour qui l'État doit garder jalousement le contrôle de tout ce qui se pratique en dehors de ses frontières.

15 JANVIER 2001

Témoignage au procès de José Bové

Je reçois un appel de M^e François Roux : « Accepterais-tu de témoigner au procès de José Bové ? » Nous sommes en pleine préparation du Forum social mondial de Porto Alegre, auquel doivent prendre part plusieurs membres du Haut Conseil, notamment Robert Lion, et où cet énergique combattant des causes paysannes qu'est Bové ne manquera pas de défendre des thèses que je crois fondamentalement justes, même si les moyens qu'il utilise sortent parfois – mais c'est sûrement légitime – des limites de la légalité.

L'appel de François Roux me prend au dépourvu ; mais venant de lui, j'accepte sans hésiter, tout en me demandant en quoi pourrait consister mon témoignage au procès prévu à Montpellier le 15 février. J'ai beaucoup parlé de François Roux dans mon premier livre. Il a plaidé pour les paysans du Larzac, pour les Canaques de Nouvelle-Calédonie, pour les Touareg du Niger ; il est infatigable, combatif et toujours souriant, limpide dans ses discours, fidèle dans ses amitiés. Il plaide pour José Bové accusé d'avoir détruit un restaurant McDonald's en construction à Millau pour dénoncer avec éclat non seulement la « malbouffe », mais les arbitrages de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui ferment aux fromages français les marchés dont dépend la survie de ses amis agriculteurs. Pour ma part, j'avais été en contact l'année précédente avec les syndicats agricoles. Le CFSI est responsable de l'organisation en France de la Journée mondiale de l'alimentation. À ce titre, j'avais souscrit au slogan proposé par Viélaïus : « Sécurité alimentaire partout et pour tous ». J'avais participé, le 15 mars 2000, à des rencontres avec les respon-

Table

Introduction	9
I. Six mois de rencontres	13
II. Dix dialogues sur la coopération au développement	81
1. Christian Comeliau, <i>professeur à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève</i>	85
2. Gustave Massiah, <i>président du Centre de recherche et d'information pour le développement</i>	103
3. Jean-Louis Viélajus, <i>délégué général du Comité français pour la solidarité internationale</i>	129
4. Anne-Françoise Taisne, <i>présidente de la fédération « Artisans du monde »</i>	147
5. Sylvie Brunel, <i>présidente d'Action contre la faim</i>	162
6. Yannick Jadot, <i>délégué général de Solagrail</i>	170
7. Marc Lévy, <i>chercheur consultant au Groupe de recherche et d'échanges technologiques</i>	197
8. Jean-Marie Fardeau, <i>secrétaire général du Comité catholique contre la faim et pour le développement</i>	218
9. Bernard Dumont, <i>ancien administrateur de la France d'outre-mer</i>	229
10. Jean-Michel Severino, <i>directeur général de l'Agence française de développement</i>	243
III. Vers de nouvelles solidarités	253